

Comptes rendus

Politique communale 1970-1980, Documents CEPES, 1969, n° 5-6.

Quel est le rôle de la commune dans une société à mutation rapide et quels moyens doivent être mis en œuvre pour assurer l'accomplissement de ce rôle ? Selon la rédaction des documents CEPES la portée de l'ouvrage dépasse le cadre des élections communales et concerne la régionalisation de la politique qui caractérise l'ensemble des pays industrialisés, ce problème revêtant en Belgique un aspect particulier dû aux tensions communautaires.

La déclaration du gouvernement devant les Chambres le 18 février 1970 prévoit l'inscription dans la Constitution de dispositions ayant pour objet de renforcer les institutions locales, notamment grâce à un assouplissement de la tutelle et à une extension des compétences, la loi ayant à préciser les mesures qui s'imposeront à cet effet.

Cette extension des missions et compétences s'accompagnera d'une extension de la dimension des communes (également prévue par la déclaration du 18 février 1970).

En réalité, les données et propositions de l'ouvrage « Politique communale 1970-1980 » sont élaborées en fonction des structures communales traditionnelles, mais celles-ci pourront aisément s'inscrire dans de nouveaux cadres et demeurent entre-temps très utiles à la gestion des intérêts locaux.

*
**

Dans une introduction, R. Maes situe la commune au sein de la démocratie d'aujourd'hui. Constatant la nécessité essentielle du maintien de l'institution communale, il note les critiques et objections qui s'attachent à son fonctionnement et propose une série de réformes.

Pour A. Gilson, la commune fait partie du cadre plus large des fédérations, organes de collaboration dont les communes constituent l'échelon décentralisé.

Plusieurs articles examinent les moyens dont peut disposer la commune en tant qu'organe administratif. H. du Roy de Blicquy souhaite une collaboration plus étroite avec les administrés en donnant à ceux-ci une meilleure information et en leur permettant d'avoir une plus grande participation à la politique communale. R. Depré fait des suggestions en vue de réaliser une administration efficace et rationnelle. R. De Hing et A. Van Bromme étudient les finances communales, le premier dans le cadre de l'ensemble des finances publiques, le second en partant du nouveau régime budgétaire et comptable.

Une grande part de la publication est consacrée aux diverses tâches de la commune, au moins à ses tâches principales. Citons l'aménagement du territoire (F. Wastiels), la politique foncière (G. Blanquart), la promotion de l'emploi et de la croissance économique (M. Van Der Stichele), la politique sociale (F. Vandebosch), l'enseignement (L. Vanackere), la politique culturelle française (G.H. Dumont) et néerlandaise (L. Teugels).

In fine, la commune est analysée dans un cadre plus large, celui de l'association intercommunale (E. De Bethune) et celui de la vie internationale (P. Orianne). Prolongeant ces vues dans un article de synthèse, P. Meyers, qui a dirigé les travaux du groupe de rédaction, esquisse toute la perspective de l'ouvrage : « la commune, cellule de base de la pyramide européenne ».

En annexe, un aperçu des institutions qui peuvent aider les communes dans l'accomplissement de leur mission, tel, le service communal de Belgique, le Crédit communal de Belgique, la SNL, l'Union des villes et des communes belges...

M. Créteur.



GORDON L. WEIL, The Benelux Nations, The Politics of the small country Democracies. Edited by Peter H. MERKL. HOLT RINEHART and Winston, INC. New-York, 260 p.

Cet ouvrage se propose deux buts. Le premier consiste à étudier dans les trois pays du Benelux les différents mécanismes institués pour l'approche des problèmes politiques de la société occidentale et, notamment la relation « Individu-Culture politique ».

Le second but a trait à la politique étrangère : l'auteur tente d'expliquer les motivations des « petites nations » dans le contexte international et en particulier en ce qui concerne le mouvement d'intégration européenne.

D'emblée, l'ouvrage présente un aperçu historique des développements politiques des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, prenant pour origine commune de leur histoire le XV^e siècle, l'époque des Ducs de Bourgogne.

L'auteur poursuit par une analyse fouillée de la nature des sociétés belge et hollandaise et de leur relation avec la politique. Le contraste entre les deux est frappant :

- la société politique néerlandaise est basée sur un accord substantiel de la forme du système politique et sur une législature forte.
- la société belge est caractérisée par un haut degré de lutte et par un système de partis puissants.

Si les Pays-Bas représentent une société ayant atteint un remarquable degré d'harmonie interne avec un système politique des plus démocratiques, la Belgique est une nation cherchant un consensus politique interne. Tandis que l'auteur caractérise le Luxembourg comme un mini-état ayant réussi à maintenir son intégrité politique en créant une société d'abondance.

L'ouvrage comprend également une étude des partis aux Pays-Bas et en Belgique avec un bref examen du rôle des gouvernements et leur politique ; une analyse des schémas de la décision politique — schémas qui, dit l'auteur, révèlent un profond attachement au processus démocratique mais avec des différences d'approches.

En tant que petites nations, les pays du Benelux ont fait de la coopération internationale la pierre angulaire de leur politique étrangère. Cette « vocation » internationale est le résultat de nombreux facteurs parmi lesquels la situation géographique, les langues, l'histoire et la puissance économique ont contribué largement à doter les pays du Benelux de rôles primordiaux dans les affaires mondiales.

L'auteur analyse les bases de la politique étrangère dans quatre domaines sélectionnés : l'histoire et les conséquences des politiques coloniales, l'organisation du Benelux, la position et l'influence du Benelux dans les processus d'intégration européenne, et enfin la position et l'influence du Benelux vis-à-vis de l'Alliance Atlantique.

Cet ouvrage destiné principalement aux étudiants américains présente une analyse comparée objective des problèmes politiques de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

Jean-Pierre Bernard.



RADOMIR LUZA, History of the International Socialist youth Movement. European Aspects, A.W. Sijthoff, Leyden 1970, 336 pages.

L'étude magistrale du Docteur R. Luza englobe toute l'histoire du Mouvement International des Jeunes Socialistes (I.U.S.Y.), de ses origines européennes en 1907, jusqu'à son dernier congrès de 1966.

En soixante ans, l'évolution du I.U.S.Y. a été impressionnante. Mais c'est surtout après la seconde guerre mondiale que le caractère international du mouvement des jeunes socialistes s'est affirmé. L'auteur consacre d'ailleurs la plus grande partie de son ouvrage aux développements d'après-guerre, lorsque le mouvement évolua de ses préoccupations strictement européennes, vers une association mondiale, embrassant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine, tout en dirigeant ses efforts dans la lutte générale contre le colonialisme.

La I.U.S.Y. a aussi connu les dissensions traditionnelles de la gauche en général : la séparation dans le mouvement entre groupes modérés et radicaux, l'émergence de la New Left et les relations entre socialistes et communistes.

Le problème de l'achèvement de la coopération de la jeunesse européenne, et les efforts de la jeunesse socialiste pour rester indépendante des deux blocs rivaux dans la guerre froide sont abondamment traités.

L'auteur termine son ouvrage par une discussion serrée sur l'organisation, les fonctions et l'idéologie de l'Internationale des Jeunes Socialistes. Il met en exergue la signification principale de l'existence de la I.U.S.Y. Elle réside dans le fait que le mouvement est le seul instrument international existant pour la jeunesse, l'action et la propagande socialistes.

Si ce mouvement représente surtout une pépinière de futurs cadres socialistes, son rôle éducatif n'est pas négligé. Il souhaite atteindre la masse de la génération montante (1) qui refuse le statut social et qui est attirée par des idées socialistes capables de produire des modèles d'action en rapport avec les aspirations de la jeunesse.

Le professeur Luza donne une représentation objective, complète et méticuleuse d'une très grande valeur pour tous ceux qui s'intéressent à l'étude de l'histoire contemporaine, des mouvements politiques et des problèmes de la jeunesse.

Francine Bernard-Lachaert.



(1) Dans les pays d'Europe occidentale, 44 à 55 % de la jeunesse sont membres de clubs de jeunes, tandis que 2 % sont membres d'un mouvement de jeunesse politique. (Source : Youth and Freedom, VII (6), I °) cité par l'auteur.

H.J. DORSCH et H. LEGROS, Chronologie des Communautés européennes. I. Les faits et les décisions de la Communauté économique européenne 1958-1964. Presses universitaires de Bruxelles 1969, XVI + 543 pages, 520 FB.

L'Institut d'Etudes européennes de l'Université Libre de Bruxelles a décidé de publier désormais une synthèse des activités de la Communauté économique européenne et un relevé chronologique des événements et des décisions qui s'y rapportent.

Le premier volume reprend les décisions de la Communauté de 1958 à 1964, dernière année de la « phase automatique d'avancement ».

Les auteurs font précéder la chronologie par des textes rappelant ce qui a été fait, ce qui est en cours et ce qui s'annonce dans les domaines de la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ; de la concurrence dans le Marché Commun ; de la politique agricole commune ; de la politique commune des transports ; de la politique sociale commune ; de la politique énergétique ; de la politique économique ; de la politique monétaire ; des relations extérieures et enfin de l'Union économique et des institutions de la Communauté.

La chronologie proprement dite, seconde partie de l'ouvrage, est établie à partir du bulletin qu'édite la Communauté depuis sa création, du Journal des Communautés européennes et d'après les rapports généraux de la Commission, documents d'origine officielle auxquels a été reconnu un crédit maximum.

Le détail des événements de la période étudiée sont regroupés en douze chapitres correspondant aux matières traitées dans la première partie. Un index détaillé transforme l'ouvrage en outil de travail indispensable pour ce qui concerne toutes recherches sur les travaux des Communautés.

L'Institut d'Etudes européennes prévoit la parution du second volume (1965-1968) dans le courant du premier semestre 1970 et ultérieurement, celle d'ouvrages consacrés à la C.E.C.A. et à l'Euratom. D'autre part l'Institut publiera l'« Année communautaire ».

M. Goethals-Scoby.



Centre d'étude de la Vie Politique française. L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965. Cahiers de la Fondation nationale des Sciences Politiques, n° 169, Armand Colin, Paris 1970, 548 pages + tableaux.

Cet ouvrage collectif s'inscrit dans la suite de ceux publiés depuis 1956 par la Fondation Nationale des Sciences Politiques et consacrés aux grandes consultations électorales françaises.

Le Centre d'étude de la vie politique française a étudié de près la campagne des principaux candidats : le Général de Gaulle, F. Mitterand, J. Lecanuet, J.L. Tixier-Vignancourt. La Fondation a réuni une documentation en partie inédite : enregistrements, photos, films des réunions électorales importantes ; interviews de tous les organisateurs et responsables nationaux et de certains militants, responsables locaux et sympathisants et une enquête par sondage

réalisée grâce à la délégation générale à la recherche scientifique en liaison avec l'Institut français d'opinion publique.

L'ouvrage comporte deux parties : la campagne électorale — ses résultats. Dans la première, Colette Ysmal expose les problèmes nouveaux que posait aux forces politiques la modification du mode d'élection du président de la République et retrace leurs attitudes à cet égard. Roland Cayrol et Jean-Luc Parodi tentent de faire la part de la tradition et de la modernité dans la campagne électorale. Les études de Monica Charlot, Pierre Albert et Joseph Dutter sur le rôle de la télévision et de la presse ont été intégrées dans l'analyse de la campagne. Quant aux forces politiques non partisans, Elisabeth Handman et Yves Tavernier se penchent sur le syndicalisme paysan ; Gérard Adam, sur les autres forces syndicales ; Guy Rossilandi sur les milieux patronaux et Aline Coutrot sur les catholiques.

La seconde partie plus spécialement consacrée à l'enquête par sondage dans la circonscription de Boulogne-Billancourt comporte deux études de Guy Michelat. L'une apporte des réponses aux questions que peuvent poser le comportement des électeurs en 1965, l'autre s'attaque au problème de la cohérence entre les idéologies et les votes.

L'analyse des résultats par François Goguel apporte outre des renseignements géographiques généraux sur l'élection, des vues sociologiques neuves sur la société française et sa mutation.

Alain Lancelot et Jean Ranger ont dressé des cartes de l'élection présidentielle dans le cadre des circonscriptions utilisées en 1962 pour l'élection des députés.

M. Goethals-Scohy.



Walter NOVA, Dossier pour un Gouvernement wallon. Fédéralisme et perspectives économiques. Edition de la Fondation André RENARD.

Alors que la transformation de nos institutions nationales est à l'ordre du jour, le livre intitulé « Dossier pour un gouvernement wallon » qu'édite la Fondation André Renard en le signant d'un pseudonyme collectif (Walter Nova) et avec, comme sous-titre : « Fédéralisme et perspectives économiques », constitue un événement politique.

Si, comme le réclament les progressistes — et particulièrement ceux du sud de notre pays —, un véritable exécutif wallon était créé et doté des pouvoirs et moyens nécessaires à une action efficace, ce document constituerait pour lui un ouvrage de base. Ce dossier présente en effet l'intérêt de démontrer clairement, chiffres objectifs à l'appui, que le « fédéralisme » ou « régionalisme » économique est non seulement viable pour la Wallonie (contrairement à ce qu'insinuent certains qui se contentent d'affirmations simplistes) mais aussi qu'il lui est indispensable pour assurer son redressement.

Ce livre qui n'aborde pas nos querelles linguistiques afin d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire pour les travailleurs wallons le devenir économique de leur communauté, constitue une synthèse de plusieurs années d'études de la Fondation André Renard. Englobant les données disponibles les plus récentes, c'est un ouvrage de référence extrêmement précieux pour ceux qui se préoccupent du sort d'une région de vieille industrialisation, dont la C.E.E. a reconnu qu'elle

présente dans le Marché Commun les caractéristiques les plus nettes de déclin structurel cumulatif.

Après une introduction où s'affirme la volonté des auteurs de ne pas éluder les « questions-tabous », ce « Dossier pour un gouvernement wallon » est divisé en cinq parties.

La première fait le point sur vingt ans d'un déclin qui eut lieu en trois phases et se manifesta sur le plan de l'emploi, du chômage, des investissements industriels et de l'évolution du produit intérieur brut.

La deuxième envisage ce que deviendra la Wallonie en 1980 si les tendances actuelles se confirmaient : 100.000 Wallons devraient alors choisir l'exode ou le chômage.

La troisième traite de l'évolution régionale des dépenses publiques tant au niveau des budgets de l'Etat (et notamment en ce qui concerne celui des travaux publics) que des lois d'aide aux investissements.

La quatrième cherche à déterminer quelles sont les possibilités économiques et les disponibilités financières de la Wallonie. Elle montre qu'en Europe, la Wallonie fait figure de nation et comment sont obtenues et utilisées les ressources financières wallonnes, avant de proposer en matière d'impôts et d'épargne, une nouvelle voie d'approche.

La cinquième enfin envisage le développement économique wallon dans le cadre de l'autonomie régionale. Après avoir montré combien la région pouvait être un outil de progrès, elle dégage les principes d'une politique économique régionale, insiste sur l'urgence d'un plan économique et envisage le pouvoir économique à accorder aux régions dans le cadre d'un Etat fédéré.

Quant à la conclusion, intitulée « Le Pouvoir ... pour quoi faire ? », elle propose un pari contre le passé, des étapes pour l'avenir et des projets pour un gouvernement wallon.

Cet important ouvrage de 280 pages, imprimé sur un excellent papier et broché sous couverture forte, se clôt par des annexes statistiques.

Il ne s'agit pas d'un livre qui se lit « comme un roman » mais bien d'un ouvrage précis que consulteront souvent ceux qui se soucient du renouveau de la Wallonie. Un tel document — copieux mais clair — manquait totalement jusqu'ici. Sans doute, fera-t-il l'objet de controverses mais il a, en tout cas, été écrit sans autre passion que celle qui anime la volonté des Wallons désireux d'assurer à leur communauté un avenir de progrès et non de régression. Ce dossier, en effet, loin d'être une suite de proclamations, analyse sereinement les réalités — agréables ou non — et cherche à en tirer des enseignements.

Il peut être acquis au prix de souscription de 100 francs l'exemplaire jusqu'au 20 juin 1970 en versant cette somme (avec la mention « Dossier gouvernement wallon ») au C.C.P. 1830.24 de la Fondation André Renard, A.S.B.L. à Liège. Son prix de vente en librairie ou après le 20 juin a été fixé à 150 francs.



Jean GOL, Le monde de la presse en Belgique. CRISP, rue du Congrès 35, 1000 Bruxelles, 240 pages, 195 FB.

Le problème de la presse a cessé d'être, en Belgique, l'affaire de quelques professionnels. Des débats publics sont organisés ; des hommes politiques prennent position et le public s'interroge.

C'est donc « à chaud » que Jean Gol a écrit *Le monde de la presse en Belgique* que le CRISP publie dans sa nouvelle collection de livres. Le souci de l'éditeur est pourtant de fournir un dossier objectif, précis et nuancé sur la situation du marché, des entreprises de presse, sur les innovations récentes et sur les perspectives d'avenir. Bien plus qu'une voix dans une polémique, le livre du CRISP entend fournir la documentation sérieuse à laquelle se référeront normalement ceux qui se sont engagés dans le débat ... ainsi que le lecteur-consommateur qui veut y voir clair.

Plus que bien d'autres entreprises — industries ou services — le secteur de l'imprimerie et de l'édition de journaux connaît des transformations rapides qui exigent une capacité d'adaptation peu ordinaire, tant dans les équipements que dans l'organisation et dans la commercialisation du produit.

Dans un pays comme la Belgique — avec la pluralité de langues et le relatif cloisonnement des familles idéologiques — l'étroitesse du marché intérieur constitue une donnée de fait qui réduit la marge de manœuvre des entreprises de presse : pour les quotidiens, en effet, on ne peut guère ambitionner de trouver hors-frontière une clientèle neuve comme le ferait, par exemple, un producteur de textiles ou d'appareils ménagers.

Les transformations dans l'exploitation de journaux sont imposées par des phénomènes divers qui opèrent simultanément : ainsi, la coexistence forcée de la presse écrite avec la télévision ; les progrès techniques dans la transmission et la reproduction tant des nouvelles que des images — avec ce qu'ils impliquent comme investissements en capital et comme amortissement — ; l'importance croissante des recettes publicitaires pour l'équilibre budgétaire du journal ; les modifications des conditions de concurrence entre capitale et province résultant des possibilités actuelles pour la diffusion ...

La réduction du nombre de titres ; les fusions, concentrations, accords ou prises de participation ; les difficultés bien connues de certaines entreprises de presse sont des indications de tendances. Le mouvement n'est pas achevé en Belgique et les formules les moins attendues sont possibles. Le train des mutations est lancé. Mieux vaut tenter d'en enregistrer le rythme, les causes, les premières répercussions pour le régime et pour les lecteurs.

